



GUATEMALA



D 2025 • Gt2
1-15 novembre 1995

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

Suite à une erreur de mise en page, les notes du présent dossier 2025 avaient été déplacées et la dernière phrase tronquée dans l'édition antérieure. Nous prions les lecteurs de nous en excuser. Ils trouveront ici l'édition revue et corrigée, remplaçant la précédente.

NOUVELLE ÉDITION

MOTS-CLEFS

Elections
Paix
Parti politique

ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Faisant un pas de plus dans la pratique démocratique, le Guatemala a des élections générales le 12 novembre 1995. On trouvera ci-dessous un texte émanant de la fondation Myrna Mack, qui donne quelques éléments de compréhension de ce pro-

cessus électoral. Suit la liste des partis et candidats présidentiels, telle qu'elle a été publiée dans Panorama centroamericano/Reporte político, août 1995 (revue publiée par l'Institut centraméricain d'études politiques, Guatemala).

Le Guatemala vit un moment clé pour la transition, au cours duquel il devra définir le sens du projet social qui succédera au conflit armé. La négociation et les accords de paix constituent l'espace le plus viable qui subsiste pour réaliser certains des changements économiques et politiques que la société guatémaltèque exige. Actuellement, plusieurs conditions sont réunies qui favorisent le changement et la fin du conflit armé interne. Ces conditions sont :

- des pressions extérieures, particulièrement de la part des États-Unis,
- le fait que les généraux qui s'identifient avec la tendance dite "institutionnelle"¹ de l'armée occupent en ce moment des fonctions clés dans la hiérarchie militaire,
- la présence et le contrôle des Nations unies dans le processus de paix,
- le renforcement du mouvement populaire et la participation croissante du peuple maya.

1 - *Tendance favorable au respect des autorités civiles (NdT).*

Dans ce contexte, les différents secteurs et leurs tendances poussent chacun dans le sens de ses intérêts, tentant de gagner des espaces et de canaliser la dynamique politique en faveur de son projet. L'instance électorale permet de trancher dans la lutte pour ces espaces. Il est essentiel que les élections accordent au prochain gouvernement une pleine légitimité pour signer et exécuter les accords de paix. Ce ne sera le cas que si un pourcentage élevé de la population se rend aux urnes, et si le processus se déroule correctement.

La participation politique à ces élections est le seul moyen de créer les bases d'un régime gouvernable, nécessaires pour signer la paix et mettre les accords en application. Dès lors, l'importance et l'originalité de ces élections proviennent d'un ensemble d'éléments liés au plan de paix :

- le prochain gouvernement devra finaliser la négociation qui mettra fin à un conflit qui dure depuis trente-quatre années,
- le Congrès devra réaliser l'agenda législatif et les réformes constitutionnelles qui découleront des accords,
- l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) appelle la population à voter, à la différence des élections antérieures où elle demandait de s'abstenir,
- la participation dans les comités de citoyens augmente dans la course aux gouvernements municipaux (185 d'entre eux sont liés au Front démocratique du nouveau Guatemala, le FDNG²),
- les principaux partis politiques ont signé avec l'URNG la "Déclaration de Contadora", dans laquelle ils s'engagent à accomplir les accords de paix, leur donnant un caractère officiel au niveau de l'État,
- à la différence des processus électo-

2 - *Il s'agit d'un front constitué de personnalités de la société civile*

raux précédents, certaines enquêtes montrent que les intentions de vote atteignent 85% de la société civile. La participation du FDNG à cette élection n'a pas entraîné par elle-même de fortes différences. De fait, le front n'atteint même pas la dixième place dans les enquêtes sur les inten-

tions de vote. Celles-ci placent en tête Alvaro Arzú, du Parti d'avancée nationale (PAN), suivi à une certaine distance par le Front républicain guatémaltèque (de l'ancien dictateur Rios Montt, qui ne peut toutefois se présenter), par l'alliance Démocratie-chrétienne- Union du centre national

(UCN) - Parti social démocrate (PSD) et par le Parti libertador progressiste (PLP).

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

LES PARTIS ET CANDIDATS PRÉSIDENTIELS AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 12 NOVEMBRE 1995

Candidat	Parti/ Coalition/ Alliance
Fernando Andrade Díaz-Durán	<u>Alliance nationale (AN) :</u> - Démocratie-chrétienne guatémaltèque (DCG) - Union du centre national (UCN) - Parti social démocrate (PSD)
Alvaro Arzú Irigoyen Alfonso Portillo Cabrera Jorge González del Valle	Parti d'Avancée nationale (PAN) Front républicain guatémaltèque (FRG) Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG)
Rolando Torres Casanova Héctor Gramajo Morales	Développement intégral authentique (DIA) <u>Coalition :</u> - Parti institutionnel démocratique (PID) - Front d'unité nationale (FUN)
Acisclo Valladares Molina José Luis Chea Urruela José Ramón Fernández	Parti libérateur progressiste (PLP) Union démocratique (UD) <u>Coalition :</u> - Parti progressiste (PP) - Alliance populaire cinq (AP5)
Luis Castillo Corado José Ramón Godoy Gómez Mario Castejón García-Prendes Flor de María Alvarado de Solís Angel Aníbal Guevara Rodríguez Lionel Sisniega Otero Miguel Angel Montepeque Clementino Castillo Alfonso Fuentes Soria Hugo Argueta Figueroa Juan José Rodil Peralta	Mouvement de libération nationale (MLN) Changement historique national (CAMHINA) Mouvement des sans chemise (MD) Force démocratique populaire (FDP) Parti démocratique guatémaltèque (PDG) Centrale authentique nationaliste (CAN) Parti réformateur guatémaltèque (PREG) Mouvement patriotique Liberté (MPL) Union réformiste sociale (URS) Parti travailliste guatémaltèque (PLG) Parti du peuple (PDP)



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.